

Ghassan Salamé, spécialiste du monde arabe

En Irak, l'Onu a retrouvé son rôle

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES A VOTÉ, lundi dernier, une résolution qui avertit l'Irak «des conséquences les plus sévères» en cas de violation de l'accord de Bagdad sur les inspections des sites présidentiels. Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Ghassan Salamé est spécialiste du monde arabe. Il nous livre son analyse sur les effets de la crise irakienne.

L'accord de Bagdad et la résolution de l'Onu ont-ils complètement désamorcé la crise ?

Dès la signature du texte à Bagdad, une nouvelle bataille a commencé : celle de l'interprétation de l'accord, puis du façonnement de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui en découle. Restera à l'avenir le problème de l'interprétation de cette résolution.

Les Etats-Unis maintiennent leur dispositif militaire dans le Golfe pour continuer à peser de tout leur poids. Si le Conseil de sécurité va dans le sens d'une interprétation trop restrictive de la résolution, vers une interruption du dialogue politique noué par Kofi Annan avec Bagdad, alors les Irakiens pourraient se sentir floués et commettre un faux pas... Si Kofi Annan n'est pas soutenu par ceux qui l'ont déjà aidé – les Français et les Russes –, une crise est encore possible, mais tout de même peu probable.

Chacun revendique l'accord comme une victoire...

L'Onu est le premier vainqueur à mes yeux. Et, à sa tête, le secrétaire général. Il ne faut pas oublier que, depuis sept ans, ce même secrétaire général – que ce soit Perez de Cuellar, Boutros-Ghali ou Annan – avait été entièrement exclu des deux activités les plus importantes en Méditerranée orientale : les inspections de l'Unscop en Irak et le processus de paix israélo-arabe. Cette marginalisation a été voulue par Washington : les Nations unies étaient devenues une feuille de vigne qui cachait une politique étrangère américaine déterminée. Concernant l'Irak, le secrétaire général était un simple convoyeur des messages de l'Unscop au Conseil de sécurité. Les Etats-Unis géraient les inspections d'une manière pratiquement souveraine. L'accord de Bagdad aura marqué le retour du secrétaire général à sa véritable fonction.

Saddam n'est-il pas aussi le grand bénéficiaire de cette crise ?

Les Irakiens ont bénéficié de l'accord de Bagdad à plusieurs niveaux : d'abord, ils ont évité les frappes militaires. Ensuite, ils ont trouvé en Kofi Annan un interlocuteur politique. Les petits signes de normalisation de la situation irakienne qui avaient commencé il y a quelques mois se sont multipliés. Les Irakiens y tiennent au plus haut point : c'est leur principal gain.



Vous parlez des Irakiens en général. Ne faites-vous aucune différence entre le dictateur Saddam et le peuple irakien ?

Sur ces questions-là, non. C'est aussi une des leçons de la crise. Autant les Irakiens peuvent se montrer

extrêmement hostiles à une dictature qui n'y va pas avec le dos de la cuillère dès qu'il s'agit de s'opposer à des rébellions et à des dissensions au sein du pays, autant ils peuvent offrir largement leur adhésion au gouvernement quand il est question de la confrontation avec les Américains, de la levée des sanctions, de la nécessité d'un dialogue politique international.

Reste Clinton : Kofi Annan ne lui a-t-il pas évité un faux pas ?

Il l'a tiré d'une impasse : Clinton a tenté une mobilisation qui s'est retournée contre lui. Aujourd'hui, du fait de la fin de la guerre froide, compte tenu de l'absence d'un adversaire à la taille des USA, il est très difficile de mobiliser la population américaine sur des objectifs de politique étrangère. En voulant mobiliser sur l'affaire irakienne, Clinton s'est retrouvé coincé entre une minorité d'Américains hostiles à tout type de frappes et une majorité de l'opinion publique, aiguillonnée par le Congrès, qui souhaitait beaucoup plus que des frappes partielles pour éliminer Saddam. Clinton, personnellement, ne peut donc que se considérer satisfait de la signature de l'accord de Bagdad.

L'embargo pourrait-il être levé rapidement ?

Il y a eu comme une cristallisation de la position des pays favorables à la levée des sanctions. Personne en France n'avait jamais parlé aussi clairement que Jacques Chirac ces derniers jours. L'embargo pénalise les plus défavorisés et il a permis au gouvernement de Bagdad d'établir un système de rationnement et donc de contrôle très efficace de la population. De toute façon, nous sommes en train de doter l'Irak des moyens de mettre fin doucement et indirectement à l'embargo. La récente augmentation du volume financier de l'accord *Pétrole contre nourriture* devrait d'ailleurs s'accompagner d'une remise en état des installations pétrolières irakiennes et d'un allègement du dispositif des Nations unies pour le contrôle des importations.

Quels effets de la crise irakienne peut-on attendre sur le processus de paix israélo-palestinien ?

Les Arabes sont revenus à la charge sur le thème du «deux poids deux mesures». Mais le processus de paix est bloqué, frappes américaines sur Bagdad ou pas... Où est la démonstration de force américaine qui doit appuyer la diplomatie, dès lors qu'il s'agit de pousser le gouvernement israélien à honorer ses engagements ? On est alors face à une impuissance, liée à des questions de politique intérieure. Le parti démocrate est plus que jamais dépendant financièrement d'une poignée de milliardaires de la communauté juive américaine. Ces financiers, proches des idées de Netanyahu, soutiennent aussi les colonies de peuplement en Cisjordanie. Ils pèsent beaucoup plus que les 3% de l'électorat juif qui, dans sa grande majorité, est favorable à la paix.

MARIE CHAUDEY